

LEURS LOIS AUTORITAIRES NE DOIVENT PAS **NOUS FAIRE TAIRE** !

Alors même que les libertés publiques et syndicales sont drastiquement attaquées par un confinement/couvre-feu de la vie hors-travail, le gouvernement en profite pour faire avancer son agenda anti-social et sécuritaire.

Il est bien évident que le but du gouvernement est de restreindre la liberté d'informer, la liberté de la presse et de priver la population d'user de son droit d'expression, d'information, de manifestation, et d'organisation.

Et ceci dans un contexte bien particulier, avec d'un côté une régression alarmante des droits sociaux (assurance chômage, retraites, diminution du budget de la sécurité sociale, augmentation de la précarité...), et de l'autre la montée des violences policières et du racisme d'état à l'encontre des minorités, notamment musulmanes ou assimilées musulmanes.

Loin de vouloir changer de politiques sociales, ce gouvernement choisit la voie de la répression et de la restriction des libertés :

- La loi de sécurité globale qui restreint la liberté de la presse, contribue à invisibiliser les violences policières au lieu de les combattre (interdiction de filmer la police), et institue une société de surveillance à base de drones (l'usage de drones pour les manifs a été censuré par le Conseil d'État ce 22 déc., saisi par l'association La Quadrature du Net). Elle renforce également la capacité de répression de la police municipale.
- Le projet de loi "confortant les principes républicains" ouvre la voie à un contrôle de l'ensemble des associations. Il cible les minorités musulmanes ou perçues comme telles. Le flou laissé par ce texte à propos des organisations ayant "une idéologie qui se dresserait contre les valeurs de la République" permet de viser tous ceux et celles qui contesteraient la politique gouvernementale. Le décret de dissolution du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), qui motive sa décision de façon particulièrement vague, a déjà montré que plus personne n'est à l'abri de telles ou telles poursuites.
- La loi Programmation Recherche entend contrôler idéologiquement les contenus universitaires et tente d'instaurer une peine de trois ans d'emprisonnement pour les étudiant.es bloquant leurs établissements.
- Trois décrets sont venus récemment donner la possibilité d'un fichage massif des militant.e.s, de leur entourage (notamment des enfants mineur-es), de leur santé, de leurs activités sur les réseaux sociaux ainsi que de leurs opinions philosophiques, religieuses, politiques et syndicales ! Il va jusqu'à ficher les habitudes de vie ce qui peut aller jusqu'à l'orientation sexuelle des individus.
- Le projet de loi qui vise à prolonger l'état d'urgence sanitaire après le 1er avril 2021 est particulièrement inquiétant. Il poursuivrait les restrictions de nos libertés politiques, syndicales et associatives alors même que la sécurité des travailleurs, des travailleuses et des jeunes n'est pas assurée

Nous devons refuser ce tournant que l'État cherche à faire prendre à notre société et empêcher les lois sécuritaires en cours. Refusons que nos droits soient attaqués par un état d'urgence permanent !

Appel à manifester samedi 16 janvier 2021 à 14h (place Verdun, Préfecture)

Contre

- la Loi Sécurité Globale
- la Loi sur le séparatisme et contre le racisme d'état
- la Loi Programmation Recherche

LEURS LOIS AUTORITAIRES

NE DOIVENT PAS

NOUS FAIRE TAIRE !



Appel à manifester **contre :**

la Loi Sécurité Globale

la Loi Programmation Recherche

la Loi sur le séparatisme et le fichage massif

samedi 16 janvier 2021 à 14h
(place Verdun, Préfecture)



événement déclaré, pensez aux gestes barrières